

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIV LEGISLATURA —————

Doc. **XII-bis**
n. 53

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'UNIONE EUROPEA OCCIDENTALE

**SECONDA PARTE DELLA QUARANTOTTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 2-4 dicembre 2002)**

—————
Raccomandazione n. 715 (1)
Sull'allargamento della NATO e dell'UE –
Risposta alla relazione annuale del Consiglio

—————
Annunziata il 25 febbraio 2003
—————

—————
(1) Adoptée par l'Assemblée le 3 décembre 2002, au cours de la septième séance, sur la base du projet de recommandation amendé.

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'UNIONE EUROPEA OCCIDENTALE

SECONDA PARTE DELLA QUARANTOTTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 2-4 dicembre 2002)

Raccomandazione n. 715 (1)
Sull'allargamento della NATO e dell'UE –
Risposta alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 25 febbraio 2003

L'ASSEMBLÉE,

(i) Se félicitant des perspectives imminentes d'élargissement à la fois de l'UE et de l'OTAN, en vue d'une unification pacifique et durable du continent européen au niveau politique et économique;

(ii) Consciente des répercussions que les deux processus d'élargissement auront sur l'avenir de la défense et de la sécurité européennes;

(1) Adoptée par l'Assemblée le 3 décembre 2002, au cours de la septième séance, sur la base du projet de recommandation amendé.

(iii) Considérant que l'élargissement imminent de l'UE va repousser ses frontières vers l'Est, et qu'il faudra moderniser les points de passage pour les aligner sur les normes de l'UE et permettre aux services de douane et à la police des frontières de maîtriser pleinement la situation et de prévenir les franchissements illégaux de personnes et de marchandises, ainsi que le trafic d'armes et de stupéfiants;

(iv) Reconnaissant que l'adhésion imminente de la Lituanie et de la Pologne est à l'origine d'un problème spécifique de transit de personnes et de biens entre la Russie et l'enclave de Kaliningrad, rendu plus aigu en raison de la nécessité de concilier les

exigences de sécurité aux frontières de l'Union européenne, la souveraineté des pays candidats et le souci légitime de la Russie de préserver son intégrité territoriale;

(v) Se félicitant de l'accord intervenu le 11 novembre 2002 entre l'UE et la Russie sur un ensemble de mesures visant à faciliter le transit entre la région de Kaliningrad et le reste de la Russie;

(vi) Saluant notamment l'engagement de l'UE de continuer à soutenir techniquement et financièrement les efforts russes en vue de promouvoir le développement économique de la région de Kaliningrad et de renforcer la coopération transfrontalière avec la Russie le long des frontières de l'UE élargie;

(vii) Considérant que son futur élargissement vers l'Est doit plus que jamais inciter l'Union européenne à régler ses relations avec le Belarus, qui deviendra non seulement un nouveau pays limitrophe, mais également un pays de transit entre l'Europe et son partenaire stratégique, la Russie;

(viii) Consciente que les profonds liens historiques et culturels entre le Belarus et la Russie font de cette dernière le partenaire naturel pour aider le Belarus à sortir progressivement de son isolement actuel face au reste de l'Europe ;

(ix) Notant avec satisfaction la volonté de nombreux pays européens de participer à la défense du continent européen et de renforcer les relations transatlantiques en adhérant à l'OTAN ou en participant à ses activités de partenariat;

(x) Soulignant que l'évolution des menaces et des risques à la suite des événements du 11 septembre justifie d'autant une intégration accrue du continent européen;

(xi) Estimant donc indispensable que tous les pays candidats qui seront invités à adhérer à l'Union européenne en décembre

prochain soient tenus d'accepter sans réserve l'acquis et le développement de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) depuis la fin de l'année 2000;

(xii) Rappelant le rôle indispensable des parlements nationaux dans le processus de ratification des traités d'adhésion;

(xiii) Soulignant l'importance et l'urgence de mieux expliquer les raisons et les conséquences de ces élargissements aux citoyens européens en vue des référendums à venir;

(xiv) Soulignant que ni l'OTAN, ni l'UE ne peuvent se passer d'un réexamen fondamental de leur rôle et coopération futurs et que les deux processus d'élargissement en cours sont de nature à amplifier et à accélérer le besoin d'une telle redéfinition;

(xv) Tenant compte du caractère impératif et urgent de la réforme en profondeur du système institutionnel de l'UE rendue indispensable par l'élargissement en cours;

(xvi) Soulignant, dans ce contexte, l'importance des travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe avec la participation des pays candidats à l'Union européenne, visant à proposer la conclusion d'un traité constitutionnel, qui dotera l'UE élargie d'une personnalité juridique unique, notamment dans le domaine des relations internationales;

(xvii) Rappelant les difficultés persistantes à surmonter les réserves de certains pays membres de l'UE contre l'établissement d'une obligation contractuelle de défense collective, voire commune dans le cadre de l'Union européenne;

(xviii) Estimant pourtant qu'une telle clause reste essentielle pour une Europe intégrée, telle que prévue dans le Traité sur l'UE et souhaitant donc vivement qu'une solution satisfaisante soit trouvée sur cette question avant l'entrée des nouveaux pays membres dans l'UE;

(xix) Se félicitant de la décision du Conseil de maintenir les statuts différents des pays de l'UEO et l'affirmation du Conseil, dans sa réponse à la Recommandation n. 708, de sa volonté de continuer à servir de forum de réflexion stratégique ouvert à la participation des délégations parlementaires de tous les pays de l'UEO;

(xx) Se félicitant de la décision prise par l'OTAN lors du sommet de Prague d'inviter la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie à engager des pourparlers d'adhésion et constatant avec satisfaction que ces pays rempliront bientôt les conditions pour devenir membres associés de l'UEO (voire membres de plein droit pour ceux qui concluront les négociations d'adhésion à l'UE et à l'OTAN) et que les processus de ratification de l'OTAN et de l'UE devraient en principe être achevés en mai 2004,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. D'inciter les représentants des gouvernements des pays de l'UEO à la Convention sur l'avenir de l'Europe à soutenir les efforts visant à inclure dans un traité constitutionnel de l'UE un engagement ferme et sans ambiguïté en matière de défense commune, avant que l'élargissement ne soit achevé;

2. De laisser, à défaut, la porte ouverte aux nouveaux pays, acceptés à la fois en tant que membres de l'UE et de l'OTAN, qui souhaiteraient adhérer au Traité de Bruxelles modifié afin d'affirmer leur détermination à participer au projet de l'Europe de la défense et à assumer pleinement leur responsabilité dans ce domaine;

3. D'inviter la Bulgarie et la Roumanie en tant que nouveaux pays de l'OTAN à devenir membres associés de l'UEO, s'ils le souhaitent, dès l'entrée en vigueur des protocoles d'accession au Traité de Washington, comme ce fut le cas pour la Hongrie, la Pologne et la République tchèque lors du précédent élargissement de l'Alliance;

4. De maintenir l'UEO et son Assemblée en tant que forum de réflexion stratégique élargi, dans lequel toutes les délégations des pays qui entreront dans l'UE et/ou l'OTAN pourront trouver leur place;

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INCITER L'UE

5. A donner la priorité à la pleine information des opinions publiques sur le processus d'élargissement et ses implications, et à mettre en place, dans ce but, des instruments plus concrets d'information;

6. A favoriser le vote à la majorité qualifiée et une réforme en profondeur du système institutionnel de l'UE en le rendant plus transparent et plus simple en vue d'un fonctionnement efficace d'une UE élargie de 15 à 25 membres, et plus à terme;

7. A tenir compte de la position stratégique essentielle pour la sécurité d'une Union européenne élargie des pays européens de l'Alliance non membres de l'UE lors de la mise en oeuvre des arrangements sur la participation de ces pays à la PESD;

8. A coordonner sa politique avec celle de l'OTAN à l'égard des pays de l'Europe du Sud-Est, dans la perspective de leur possible adhésion à l'UE et/ou à l'OTAN;

9. A poursuivre, à cet effet, ses efforts pour la stabilisation politique et économique des pays d'Europe du Sud-Est, en particulier en Croatie, en Albanie, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, en République fédérale de Yougoslavie et en Bosnie-Herzégovine, en vue de les préparer à la candidature à l'UE dans les meilleurs délais;

10. A continuer activement à renforcer le partenariat stratégique avec la Russie;

11. A s'assurer que le soutien technique et financier des efforts déployés par la Russie pour promouvoir le développement économique de la région de Kaliningrad demeure un objectif prioritaire de la politique de l'UE, compte tenu de la spécificité des problèmes économiques et sociaux que connaît la région;

12. A se concerter avec la Russie de façon à ce que ce partenaire stratégique assume ses responsabilités qui découlent de ses relations avec le Belarus, en vue d'aider ce pays à surmonter son isolement du reste de l'Europe et de lui permettre d'entretenir des relations harmonieuses avec ses partenaires naturels;

13. A poursuivre ses efforts pour assister l'Ukraine, le Belarus et la Moldova dans leur processus de démocratisation de la vie politique et de libéralisation des échanges économiques;

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INCITER L'OTAN

14. A procéder à un réexamen fondamental du rôle futur de l'OTAN au regard de la réunification du continent européen;

15. A s'engager à poursuivre l'élargissement de l'OTAN, notamment aux pays d'Europe du Sud-Est, en pleine coordination avec la politique de l'UE envers ces pays;

16. A continuer à intensifier ses relations spécifiques de coopération avec la Russie et l'Ukraine en menant une réflexion de fond sur l'objectif ultime de cet approfondissement;

17. A s'accorder sur le rôle des Européens au sein d'une Alliance élargie et à réfléchir au rôle futur des Etats-Unis pour la défense et la sécurité de l'Europe.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 715 (1)
Sull'allargamento della NATO e dell'UE —
Risposta alla relazione annuale del Consiglio**

L'ASSEMBLEA,

(i) Accogliendo con favore le imminenti prospettive di allargamento dell'UE e della NATO, in vista di un'unificazione pacifica e duratura del continente europeo a livello politico ed economico;

(ii) Consapevole delle ripercussioni che questi due processi di allargamento avranno sul futuro della difesa e della sicurezza europee;

(iii) Considerando che l'imminente allargamento dell'UE comporterà lo spostamento delle sue frontiere ad est e che sarà necessario modernizzare i varchi, al fine di allinearli alla normativa dell'UE e consentire ai servizi doganali ed alla polizia di frontiera di avere il pieno controllo della situazione e prevenire l'attraversamento illegale da parte di persone e merci, nonché il traffico di armi e stupefacenti;

(iv) Riconoscendo che l'imminente adesione di Lituania e Polonia è all'origine di un problema specifico relativo al transito

di persone e beni tra la Russia e l'enclave di Kaliningrad, aggravato dalla necessità di conciliare le esigenze di sicurezza alle frontiere dell'Unione europea, la sovranità dei Paesi candidati e la legittima preoccupazione della Russia di preservare la propria integrità territoriale;

(v) Accogliendo con favore l'accordo raggiunto l'11 novembre 2002 da UE e Russia su una serie di misure miranti ad agevolare il transito tra la regione di Kaliningrad e il resto della Russia;

(vi) Accogliendo con favore in particolare l'impegno dell'UE a continuare a sostenere tecnicamente e finanziariamente gli sforzi russi volti alla promozione dello sviluppo economico della regione di Kaliningrad e a rafforzare la cooperazione transfrontaliera con la Russia lungo le frontiere dell'UE allargata;

(vii) Considerando che il suo futuro allargamento ad est deve, più che mai, spingere l'Unione europea ad appianare le proprie relazioni con il Belarus che, non solo diventerà un nuovo paese limitrofo, ma anche un paese di transito tra l'Europa e la Russia, suo partner strategico;

(1) Adottata dall'Assemblea il 3 dicembre 2002, nel corso della Settima seduta, sulla base del progetto di raccomandazione emendato.

(viii) Consapevole che i profondi legami storici e culturali esistenti tra Belarus e Russia fanno di quest'ultima il partner naturale che può aiutare il Belarus ad uscire progressivamente dal proprio isolamento attuale rispetto all'Europa;

(ix) Prendendo atto con soddisfazione della volontà di numerosi paesi europei di partecipare alla difesa del continente europeo e di rafforzare le relazioni transatlantiche, aderendo alla NATO o partecipando alle sue attività di partenariato;

(x) Sottolineando che l'evoluzione delle minacce e dei rischi a seguito degli eventi dell'11 settembre giustifica una maggiore integrazione del continente europeo;

(xi) Ritenendo quindi indispensabile che tutti i Paesi candidati che saranno invitati ad aderire all'Unione europea nel mese di dicembre prossimo siano tenuti ad accettare senza riserve l'*acquis* e lo sviluppo della politica europea di sicurezza e di difesa (PESD) dalla fine del 2000;

(xii) Ricordando il ruolo indispensabile dei parlamenti nazionali nel processo di ratifica dei trattati di adesione;

(xiii) Sottolineando l'importanza e l'urgenza di meglio spiegare le ragioni e le conseguenze di tali allargamenti ai cittadini europei in vista dei futuri referendum;

(xiv) Sottolineando che né la NATO né l'UE possono fare a meno di procedere ad un riesame critico del loro ruolo e della loro collaborazione futuri e che i due processi di allargamento in corso sono tali da aumentare ed accelerare la necessità di una tale ridefinizione;

(xv) Tenendo conto del carattere imperativo e dell'urgenza di un'approfondita riforma del sistema istituzionale dell'UE resa indispensabile dall'allargamento in corso;

(xvi) Sottolineando, in tale contesto, l'importanza dei lavori della Convenzione sul futuro dell'Europa con la partecipa-

zione dei paesi candidati all'adesione all'Unione europea, volta a proporre l'adozione di un trattato costituzionale, che doterà l'UE allargata di una personalità giuridica unica, soprattutto nel campo delle relazioni internazionali;

(xvii) Ricordando le persistenti difficoltà nel superare le riserve di alcuni paesi membri dell'UE in merito alla previsione di un obbligo contrattuale di difesa collettiva, se non addirittura comune, nell'ambito dell'Unione europea;

(xviii) Ritenendo ciononostante che una tale clausola resti essenziale per un'Europa integrata come quella prevista nel Trattato dell'UE ed auspicando, quindi, vivamente che si giunga ad una soluzione soddisfacente di tale questione prima dell'ingresso dei nuovi paesi membri nell'UE;

(xix) Accogliendo con favore la decisione del Consiglio in merito al mantenimento dei diversi status dei paesi dell'UEO e l'affermazione del Consiglio, nella sua risposta alla raccomandazione n. 708, della propria volontà di continuare a svolgere il ruolo di forum di riflessione strategica, aperto alla partecipazione delle delegazioni parlamentari di tutti i Paesi UEO;

(xx) Rallegrandosi della decisione adottata dalla NATO al vertice di Praga di invitare Bulgaria, Estonia, Lettonia, Lituania, Romania, Slovacchia e Slovenia ad avviare negoziati per l'adesione e constatando, con soddisfazione, che i Paesi interessati adempiranno ben presto alle condizioni per diventare membri associati dell'UEO (o suoi membri a pieno titolo per quei Paesi che concluderanno i negoziati di adesione sia all'UE che alla NATO) e che i processi di ratifica della NATO e dell'UE dovrebbero, in linea di principio, essere completati entro maggio 2004,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di esortare i rappresentanti dei governi dei paesi membri dell'UEO alla Con-

venzione sul futuro dell'Europa a sostenere gli sforzi miranti ad includere nel trattato costituzionale dell'UE un fermo impegno, scevro da qualsiasi ambiguità, in materia di difesa comune prima del completamento dell'allargamento;

2. Di lasciare, ove ciò non si realizzasse, la porta aperta ai nuovi paesi, accettati sia come membri dell'UE che della NATO, che volessero aderire al Trattato di Bruxelles modificato al fine di affermare la loro determinazione a partecipare al progetto dell'Europa della difesa e ad assumersi pienamente le proprie responsabilità in tale ambito;

3. Di invitare la Bulgaria e la Romania, in quanto nuovi membri della NATO, a diventare membri associati dell'UEO, se così desiderano, sin dall'entrata in vigore dei protocolli di adesione al Trattato di Washington, così come è avvenuto per Ungheria, Polonia e Repubblica Ceca nella precedente tornata dell'allargamento dell'Alleanza;

4. Di mantenere l'UEO e la sua Assemblea in qualità di forum di riflessione strategica allargato, nel quale tutte le delegazioni dei paesi che aderiranno all'UE e/o alla NATO potranno trovare spazio;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI ESORTARE L'UE

5. A dare priorità alla completa informazione delle opinioni pubbliche sul processo di allargamento e sulle relative implicazioni e, a tal fine, di istituire gli strumenti informativi più concreti;

6. A favorire il voto a maggioranza qualificata e una riforma radicale del sistema istituzionale dell'UE, rendendolo più trasparente e più semplice in vista di un funzionamento efficace di un'UE allargata da 15 a 25 e, in seguito, più membri;

7. A tener conto della posizione strategica fondamentale per la sicurezza di un'Unione europea allargata dei paesi europei dell'Alleanza non membri dell'UE in sede di attuazione degli accordi sulla partecipazione di tali Paesi alla PESD;

8. A coordinare la propria politica con quella della NATO rispetto ai paesi dell'Europa Sudorientale, nell'ottica di una loro possibile adesione all'UE e/o alla NATO;

9. A continuare, a tal fine, gli sforzi per la stabilizzazione politica ed economica dei paesi dell'Europa Sudorientale, in particolare la Croazia, l'Albania, l'ex Repubblica Jugoslava di Macedonia, la Repubblica Federale di Jugoslavia e la Bosnia-Erzegovina, al fine di prepararli alla candidatura all'UE nel più breve tempo possibile;

10. A continuare attivamente a rafforzare il partenariato strategico con la Russia;

11. Ad accertarsi che il sostegno tecnico e finanziario agli sforzi compiuti dalla Russia al fine di promuovere lo sviluppo economico della regione di Kaliningrad resti un obiettivo prioritario della politica dell'UE, tenuto conto delle peculiarità dei problemi economici e sociali che caratterizzano la regione;

12. A concertarsi con la Russia, in modo che questo partner strategico si assuma le proprie responsabilità derivanti dalle relazioni con il Belarus, al fine di aiutare questo Paese ad uscire dall'isolamento rispetto al resto d'Europa e consentirgli di instaurare relazioni armoniose con i propri partner naturali;

13. A proseguire gli sforzi per assistere l'Ucraina, il Belarus e la Moldova nel loro processo di democratizzazione della vita politica e di liberalizzazione degli scambi economici;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI ESORTARE LA NATO

14. A procedere ad un riesame cruciale del ruolo futuro della NATO rispetto alla riunificazione del continente europeo;

15. Ad impegnarsi a proseguire l'allargamento della NATO, in particolare verso i paesi dell'Europa Sudorientale in pieno coordinamento con la politica dell'UE verso questi Paesi;

16. A continuare ad approfondire le specifiche relazioni di cooperazione con la Russia e l'Ucraina conducendo una riflessione di fondo sull'obiettivo finale di tale approfondimento;

17. Ad accordarsi sul ruolo degli Europei all'interno di un'Alleanza allargata e riflettere sul ruolo futuro degli Stati Uniti in materia di difesa e sicurezza dell'Europa.